



Growing awareness of Cyberbullying in schools

The second Thursday of September has been proclaimed *Stand Up Against Bullying Day* by Rodney MacDonald, the Premier of Nova Scotia. This proclamation was made in recognition of the efforts of Central Kings Rural High School students Travis Price and David Shepherd who wore pink in support of a student who was being bullied at their school. Students and teachers were asked to wear pink this year on September 11th as a symbol that bullying of any form is unacceptable. I was pleased to be at John MacNeil School in Dartmouth with the Premier and Education Minister Karen Casey as they officially launched, *Stand Up Against Bullying Day*. The NSTU applauds this initiative and encourages all to do whatever is necessary to make our schools safer for students and staff.

Bullying, as you know, can take on many forms. Types of bullying range from threats of physical abuse to verbal, written or emotional abuse. Unfortunately, in our world today, cyberbullying has also become a concern. This type of bullying uses technology as the means to harass students or staff through email, blogs, social networking sites, cell phones, and text messages (to name a few).

At Annual Council 2007 NSTU delegates unanimously called for a policy on the appropriate use by students and NSTU members of new and emerging technologies. A motion was then brought from the Nova Scotia Teachers Union to the Canadian Teachers' Federation's (CTF) 2007 AGM. From there, CTF formed a National Work Group and developed a strategy and an action plan to address the many challenges presented by cyberbullying within the context of schools and the professional lives of educators.

Council 2008 passed NSTU's policy, spelling out the appropriate use new and emerging technologies, and this past July, at CTF's AGM, delegates passed an extensive Cyberconduct and Cyberbullying Policy. Within the policy, cyberbullying is defined as "the use of information and communication technologies to bully, embarrass, threaten or harass another. It also includes the use of these technologies to engage in conduct or behaviour that is derogatory, defamatory, degrading, illegal or abusive."

CTF worked with Vector Research + Development Inc. to develop and conduct a survey to seek public opinion around the issue of cyberbullying. The study was done online from February 27 to March 11, 2008 and received responses from 2,523 Canadians across the country. The findings showed that:

- 34 per cent of Canadians surveyed knew of students in their community who had been targeted by cyberbullying in the past year while one in five was aware of teachers who had been cyberbullied;
- 9 in 10 Canadians believe that an effective measure to prevent cyberbullying by students is for parents to become more knowledgeable and more responsible in monitoring their child's activities with the Internet and electronic communication devices;
- 86 per cent believe that an effective measure to prevent cyberbullying by students is to have teachers trained to respond to cyberbullying when it impacts them or their students;
- 96 per cent believe that school boards should develop and enforce policies that hold their students accountable when they are identified as cyberbullies;
- About 7 in 10 Canadians think that school boards should hold students accountable when the cyberbullying originates outside the school, such as from the student's home. (CTF survey 2008)

CTF President, Emily Noble, explains that "The guiding principles of our national policy are based on the premise that safe and caring schools that promote healthy workplaces for teachers and healthy learning environments for children and youth should be a national priority. Our policy speaks strongly to the need for education as a key element in addressing, preventing and protecting students and teachers from cyber-related harm. It also speaks to the roles and responsibilities of parents and guardians, schools, school boards and school districts, teachers, students, teacher organizations, ministries of education and government."

We will continue to work with the CTF and our own members on this emerging issue and keep the education partners in Nova Scotia informed and educated. Involving all levels in education is an important way to be part of the solution to the problem of cyberbullying. By working together, we can move toward making our schools and Community College campuses a safer environment for all staff and students.

Une sensibilisation croissante à la cyberintimidation dans les écoles

Le deuxième jeudi de septembre a été proclamé « Journée de lutte contre l'intimidation » par Rodney MacDonald, premier ministre de la Nouvelle-Écosse. Cela a été fait en hommage à l'initiative des élèves de l'école Central Kings High, Travis Price et David Shepherd, qui ont décidé de porter du rose en soutien d'un élève qui était victime d'intimidation dans leur école. Le 11 septembre de cette année, les élèves et les enseignants ont été invités à porter du rose pour symboliser le principe que l'intimidation est inadmissible, sous quelque forme qu'elle soit. J'ai eu le plaisir d'assister, à l'école John MacNeil de Dartmouth, au lancement officiel de la « Journée de lutte contre l'intimidation » par le premier ministre et la ministre de l'éducation, Karen Casey. Le NSTU applaudit vivement cette initiative et vous encourage à faire ce qui est nécessaire pour rendre nos écoles plus sûres pour nos élèves et notre personnel.

L'intimidation, comme vous le savez, peut prendre de multiples formes. L'intimidation peut aller de menaces de violence physique à de la violence verbale, écrite ou psychologique. Malheureusement, dans notre monde d'aujourd'hui, la cyberintimidation est également devenue une préoccupation importante. Ce type d'intimidation fait usage de la technologie pour harceler les élèves et le personnel par le biais de courriels, de blogues, de sites de réseautage social, de téléphones mobiles et de messages textes (pour n'en nommer que quelques-uns).

Lors de l'assemblée générale annuelle 2007, les délégués du NSTU ont unanimement réclamé une politique sur l'usage approprié des technologies nouvelles et émergentes par les élèves et les membres du NSTU. Le Nova Scotia Teachers Union a ensuite présenté une motion à l'AGA 2007 de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE). À partir de cela, la FCE a formé un groupe de travail national et a mis au point une stratégie et un plan d'action pour aborder les nombreux problèmes posés par la cyberintimidation dans le contexte des écoles et de la vie professionnelle des éducateurs.

L'AGA 2008 du NSTU a adopté une politique exposant clairement l'usage approprié des technologies nouvelles et émergentes et, en juillet dernier, lors de l'AGA de la FCE, les délégués ont adopté une politique exhaustive sur le cybercomportement et la cyberintimidation. Dans le cadre de cette politique, la cyberintimidation est définie comme « l'usage des technologies d'information et de communication pour intimider, embarrasser, menacer ou harceler quelqu'un. Cela comprend également l'usage de ces technologies pour se livrer à des comportements méprisants, diffamatoires, humiliants, illégaux ou offensants. »

La FCE a travaillé en collaboration avec Vector Research + Development Inc. pour mettre au point et mener un sondage au sujet de la cyberintimidation. Le sondage a été disponible en ligne du 23 février au 11 mars 2008 et 2523 Canadiens de tout le pays y ont répondu. Les résultats ont révélé ce qui suit :

- 34 % des Canadiens interrogés connaissaient des élèves dans leur communauté qui avaient été la cible de cyberintimidation durant l'année écoulée et un Canadien sur cinq connaissait des enseignants qui avaient été victimes de cyberintimidation.
- Neuf Canadiens sur 10 sont d'avis qu'un moyen efficace pour éviter la cyberintimidation par les élèves est d'inciter les parents à s'informer et à se responsabiliser davantage afin de surveiller les activités de leur enfant sur Internet et sur les autres moyens de communication électronique.
- 86 % sont d'avis qu'une mesure efficace pour éviter la cyberintimidation par les élèves est d'apporter aux enseignants une formation leur permettant de réagir à la cyberintimidation lorsqu'elle les touche personnellement ou qu'elle touche leurs élèves.
- 96 % sont d'avis que les conseils scolaires devraient élaborer et mettre en œuvre des politiques visant à tenir les élèves responsables lorsqu'ils sont accusés de cyberintimidation.
- Environ sept Canadiens sur dix pensent que les conseils scolaires devraient également tenir les élèves responsables lorsque la cyberintimidation provient de l'extérieur de l'école, par exemple de la résidence de l'élève. (Sondage de la FCE 2008)

La présidente de la FCE, Emily Noble, a donné l'explication suivante : « Les lignes directrices de notre politique nationale sont basées sur le principe que la priorité nationale devrait être de rendre les écoles plus sûres et plus humaines afin d'offrir un lieu de travail sécuritaire pour les enseignants et un environnement d'apprentissage sécuritaire pour les enfants et les jeunes. Notre politique souligne clairement la nécessité de la sensibilisation, qui est un élément clé pour aborder et prévenir la cyberintimidation et protéger les élèves et les enseignants contre les préjudices qu'elle peut causer. Elle traite également des rôles et des responsabilités des parents et des tuteurs, des écoles, des conseils scolaires et des districts scolaires, des enseignants, des élèves, des associations d'enseignants, des ministres de l'éducation et du gouvernement. »

Nous allons continuer à travailler en collaboration avec la FCE et avec nos propres membres sur cette nouvelle question et à tenir les partenaires de l'éducation en Nouvelle-Écosse bien informés et bien renseignés. Il est important d'inclure tous les niveaux scolaires pour trouver une solution au problème de la cyberintimidation. En travaillant ensemble, nous pouvons contribuer à rendre nos écoles et nos campus plus sûrs pour tout le personnel et tous les élèves.